

« Ici, on travaille aussi pour la sécurité en Europe »

UE/AFRIQUE Le Premier ministre belge Charles Michel a fait escale au Mali, avant le sommet d'Abidjan

► Développement et lutte contre le terrorisme ont dominé les entretiens de Charles Michel et de son homologue luxembourgeois Xavier Bettel avec les autorités maliennes.
► Le Mali est un des 14 pays bénéficiaires de la coopération belge au développement.
► Le Premier ministre se rendra ensuite à Abidjan pour participer au sommet entre l'Union européenne et l'Afrique.

REPORTAGE
KOULIKORO (MALI)
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Vers midi, ce mardi, un grand hélicoptère blanc a débarqué son contingent de VIP sur la base militaire malienne de Koulikoro dans un grand nuage de poussière ocre. Les Premiers ministres belge Michel et luxembourgeois Bettel sont descendus de l'appareil flanqués du ministre De Croo, en charge de la Coopération et du Développement. Charles Michel a effectué un crochet par le Mali avant de se rendre au sommet entre l'Union européenne et l'Afrique, à Abidjan, pour « montrer notre solidarité et notre soutien » à ce pays sahélien fragile, rongé par l'extrême pauvreté, les dégâts du changement climatique et le cancer terroriste du djihadisme, une guérilla menée par une nébuleuse de groupes.

Avec ce soutien, « on travaille aussi pour la sécurité et la stabilité en Europe », souligne le Premier ministre.

Charles Michel, avec sa « génération de dirigeants » qui n'a pas connu la décolonisation, plaidera à Abidjan pour « engager en commun une stratégie gagnant-gagnant » avec l'Afrique. Contre les changements climatiques, pour la stabilité, le développement inclusif, contre les groupes radicaux et terroristes, pour la bonne gouvernance et une gestion « de façon plus organisée » de ces flux migratoires « qui mettent l'Europe sous pression ». « C'est un travail de longue haleine », reconnaît le Premier ministre.

En vingt et quelques minutes de vol, Charles Michel aura surtout vu la majesté du fleuve Niger et la belle savane qui s'étend non loin de la capitale. Il n'aura pas vu la grande misère qui s'étale tout au long des 60 kilomètres couverts de sables carmin, qui séparent Bamako du camp retranché de Koulikoro. L'instabilité persistante, sinon croissante depuis l'offensive indépendantiste des Touaregs alliés à des groupes islamistes radicaux en 2012, ne fait rien pour extirper le Mali de sa position accablante de 175^e sur 188 au classement du développement humain. Lundi, les élections locales et régionales prévues le mois prochain ont été reportées vu les conditions de (in)sécurité. L'élection présidentielle de juillet 2018 devrait connaître le même sort...

Formation de l'armée

C'est dans ce contexte affligeant que la Belgique tente, de longue date, d'apporter une aide au Mali. Le pays est l'un des 14 partenaires privilégiés de notre coopération au développement, avec environ 20 millions d'euros d'aide par an. « Si l'on veut maintenir nos standards de vie, nous devons nous préoccuper de notre arrière-cour », indique Alexander De Croo. C'est le voisinage de

l'Europe : si l'on veut continuer à vivre paisiblement, il faut que la région soit stable et offre des perspectives d'amélioration.

Charles Michel auprès de la Mission européenne de formation militaire, au Mali : « montrer notre solidarité et notre soutien à ce pays sahélien fragile. » BENJOT D'OPPAGNE, BELGA

ration. Ici, on voit le changement climatique sur le terrain. Mais ce n'est pas une fatalité : l'Éthiopie, par exemple, est touchée aussi, mais elle parvient à gérer le phénomène.

Mais la Belgique investit également considérablement dans l'armée malienne et la sécurisation du pays. La Belgique a « déjà formé un tiers de l'armée malienne », souligne Charles Michel. Depuis 2013, l'Union européenne mène à Koulikoro une vaste mission de formation de l'armée nationale. Les Belges, les Espagnols et les Allemands, avec plus d'une centaine de militaires chacun (143 pour les Belges), assurent le gros du contingent (de 485 personnes au total, de 25 nationalités différentes) de cette opération EUTM (European Union Training Mission).

Le défi est titanesque. « C'est un combat difficile. Difficile de contrôler un pays aussi grand », admet le colonel Christiaan Vanhove, le Belge qui commande depuis six mois la formation à Koulikoro. L'armée malienne, « extrêmement motivée », c'est 30.000 hommes – comme l'armée belge. Pour un territoire grand comme quarante

fois la Belgique, cinq fois la France, peuplé de 17 millions d'habitants. « L'armée est totalement sous pression, tellement trop peu nombreuse », précise le colonel. « C'est un pays pauvre et le conflit leur mange beaucoup de ressources », ajoute le lieutenant-colonel Geeraert. L'équipement manque cruellement : à

l'exercice, les recrues maliennes miment les tirs – « pom ; pom ; pom » – faute de munitions. « Ils ont des AK-47 russes et on n'a pas ça ! », explique Geeraert. Et l'armée perd une compagnie par mois, indique Vanhove : morts, blessés ou démotivés qui démissionnent...

Les insurgés, « ennemis invisibles » traqués sans répit dans le nord indépendantiste par les militaires français de

l'opération Barkhane et par l'armée malienne, progressent désormais vers le centre du pays, menacent les autorités locales, la police, l'administration et... la population, qui « collabore » parfois, par crainte de représailles. Les « engins explosifs improvisés », arrivés de Libye par une frontière « passoire » ou bricolés, font de cruels dégâts humains.

Bientôt la Minusma

A la mi-janvier 2018, les Belges abandonneront l'essentiel de leur participation à EUTM à d'autres. A Koulikoro, il ne subsistera qu'une dizaine d'instructeurs belges. Mais la Défense belge ne quitte pas le Mali : environ 150 militaires seront engagés l'an prochain sous les drapeaux de la Minusma, la force des Nations unies pour la stabilisation du Mali qui compte actuellement près de 12.000 Casques bleus. Deux hélicoptères NH-90 et un avion de transport C-130 de l'armée belge seront également déployés. La Belgique n'en fait pas mystère : cet effort désormais mis au service de l'ONU s'inscrit dans le cadre de la campagne menée par le pays en vue de décrocher un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies pour les années 2019-2020. La décision sera prise au printemps prochain. ■

PHILIPPE REGNIER

MACRON AU BURKINA FASO

« Les crimes de la colonisation »

« Je suis d'une génération pour laquelle les crimes de la colonisation européenne sont incontestables. » « Je suis d'une génération où l'on ne vient

pas dire à l'Afrique ce qu'elle doit faire. » Emmanuel Macron a prononcé ces mots très forts mardi lors d'un discours devant 800 étudiants de l'université de Ouagadougou. Le président français a également indiqué qu'il allait plaider pour une initiative euro-africaine pour frap-

per les réseaux de passeurs qui exploitent les migrants en Libye, qualifiant la vente de migrants comme esclaves de « crimes contre l'humanité ». Alors qu'il avait qualifié cet été la démographie africaine de défi « civilisationnel », il s'est excusé pour le mot. Sa visite, première

étape d'une tournée en Afrique qui l'emmènera aussi en Côte d'Ivoire et au Ghana, a été tendue. Un véhicule de l'armée française a été la cible d'un tir de grenades (trois passants ont été blessés) et une voiture de sa délégation a été caillassée.

JO.M.

sommet L'UE au défi de sa relation africaine

ABIDJAN
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Le récent reportage de CNN sur des migrants coincés en Libye et vendus comme esclaves a suscité une vague d'indignation sans précédent en Occident. Mais que dire de ce choc dans les pays d'Afrique noire, où ces images rouvrent les plaies d'une barbarie, jamais vraiment refermées ?

C'est dans ce contexte tendu que s'ouvre ce mercredi à Abidjan un sommet entre l'Union européenne et l'Afrique. Officiellement, l'agenda de ce « grand

jamboree », comme le désigne un diplomate, qui doit accueillir pour 24 heures 83 chefs de délégations dont Charles Michel, dépasse largement la question des migrations.

Celle-ci hantera cependant tous les esprits. Voire les discours : à l'avant-veille de la rencontre, le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, également attendu à Abidjan, a bruyamment plaidé pour stopper l'exode des réfugiés en amont de leur odyssee, leur renvoi vers leur pays d'origine ou, à défaut, vers des

pays dits « sûrs » dans le voisinage. Quitte à réviser la Convention des Nations unies de 1951 relative au statut des réfugiés...

Le Vieux Continent en tout cas, de contenir l'arrivée de ces exilés sur nos côtes. Notamment en essayant d'obtenir des pays d'origine qu'ils reprennent leurs « illégaux », ces migrants « écono-

miques » auxquels l'Europe n'offre pas l'asile. Mais aussi en formant des gardes-côtes libyens (142 à ce stade), chargés de ramener les migrants dans des centres de détention à terre, voire, comme le soupçonnent certains observateurs

avisés, en monnayant la collaboration de clans puissants, dans le pays même, pour « sécuriser » la frontière. Le haut-commissaire de l'ONU pour les droits de l'Homme, Zeid Raad Al Hussein, accusait l'UE, à la mi-novembre, de contribuer à la « souffrance des migrants détenus en Libye ».

Des camps « inacceptables »

La cheffe de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, n'a de cesse de dénoncer l'existence de ces camps de détention « inacceptables » sur le sol libyen, souvent aux mains de milices armées qui ont proliféré après l'intervention armée occidentale de 2011.

La polémique risque donc d'animer le sommet, le cinquième depuis la première édition en 2000, au Caire, mais aussi le premier à être organisé en Afrique sub-saharienne. Au Parlement européen, la semaine dernière, Mogherini voulait cependant aborder la « question de la mobilité et de la migration avec un agenda positif » – elle rappelle notamment que 80 % des mouvements de population sur le continent africain, migrants comme réfugiés, s'effectuent en Afrique, et pas de l'Afrique vers l'Europe.

« Bien sûr, la question des migrations sera un thème central, mais ce n'est pas un sommet sur les flux migratoires. »

« Nous, les Européens, avons tout intérêt à contribuer à la paix, à la sécurité et à la crois-

sance du continent africain. Ce sont des priorités pour les Africains, et ce sont des priorités pour l'UE », note encore Mogherini. Car une chose est certaine : les 14 km qui séparent les deux continents en leur point le plus rapproché n'empêchent pas une répercussion immédiate en Europe des événements qui surviennent en Afrique.

Positons : des responsables européens veulent même croire qu'il « y a un dividende à engranger » de l'explosion démographique annoncée en Afrique, « le seul continent au monde qui rajeunit » – la moitié de la population a moins de vingt ans. Le nombre d'Africains, soit 1,2 milliard d'habitants actuellement, est supposé... doubler d'ici à 2050.

« Sommet Sahel »

A court terme, c'est « un défi, une pression, et d'abord pour les pays eux-mêmes », dit un Européen. Il faudrait 8 millions de nouveaux emplois chaque année pour faire face à la croissance démographique. « Cela ne sera pas créé par la coopération au développement mais par des investissements, privés », souligne-t-on côté européen. L'UE, qui se présente en « partenaire », veut dès lors investir en Afrique où quelques locomotives écono-

miques tirent la croissance à un rythme plus élevé qu'au Nord.

Un Plan d'investissement extérieur de l'UE sera annoncé avec faste à Abidjan. Dotées de 4,1 milliards d'euros publics, ces « garanties » seront censées pouvoir mobiliser jusqu'à 44 milliards d'investissements du secteur privé. Objectif : accroître la valeur ajoutée d'une agriculture encore largement de subsistance, investir dans les énergies renouvelables, dans la création d'entreprises, l'éducation, la mobilité des étudiants, etc.

La coopération porte également sur la sécurité : c'est le « dossier sur lequel notre coopération avec l'UA a progressé le plus », selon un haut responsable

européen. Par le biais de ses missions civiles et militaires dans plusieurs pays d'Afrique, l'Union européenne a formé 30.000 soldats, policiers et juges au cours des dernières années. L'UE organisera à Bruxelles un « sommet Sahel » à la mi-décembre, où les groupes djihadistes ont le vent en poupe. L'UE apporte un soutien aux pays du lac Tchad dans leur lutte contre Boko Haram et a débloqué 50 millions d'euros pour financer le démarrage d'une nouvelle force conjointe africaine appelée « G5 Sahel pays » (Mali, Niger, Mauri-

tanie, Burkina Faso et Tchad). « Investir dans la sécurité en Afrique, c'est investir dans notre sécurité », jugent les Européens. L'Afrique, possible terrain de repli pour des forces déchues de Daesh en Syrie et en Irak : voilà qui fait frémir... L'enjeu géostratégique, pour l'Europe consiste aussi à compter encore sur ce continent, « submergé » par la Chine, mais aussi courtisé par le Japon, l'Inde, les pays du Golfe ou encore les Etats-Unis. Reste que l'UE est le premier partenaire de l'Afrique tant pour l'aide au développement (23 milliards d'aide), les transferts de fonds de la diaspora, le commerce, l'humanitaire que sur le plan politique. « Quand on travaille ensemble, on peut fixer un agenda commun, comme en matière de changements climatiques ou des Objectifs du développement durable » adoptés à l'ONU en 2015, note le responsable européen. Un autre : « Ce qui nous distingue, c'est la proximité. Ce qui est bon pour eux est bon pour nous. Et réciproquement. » ■

Ph. R.

Bachar el-Assad reste la pomme de discorde à Genève

SYRIE Pourparlers de paix

L'ONU a commencé mardi ses discussions à Genève avec l'opposition syrienne pour tenter de régler le conflit en Syrie, mais la délégation du régime de Damas a manifesté son mécontentement en retardant sa venue à mercredi.

Les déclarations de l'opposition réclamant une nouvelle fois le départ du président Bachar al-Assad ont braqué le gouvernement syrien, déjà peu enclin à faire des concessions alors qu'il a prati-

quement gagné la guerre contre les rebelles et les djihadistes.

Mais la Russie, alliée militaire et politique de Damas, a convaincu le régime d'envoyer malgré tout une délégation à Genève. Et, gage de bonne volonté, le représentant russe a annoncé dans la matinée, lors d'une réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, l'instauration d'un cessez-le-feu avec l'armée syrienne dans la Ghouta orientale, région rebelle proche de Damas. La Russie a certes sauvé le régime syrien en entrant militairement dans le conflit fin 2015, mais maintenant que la guerre est en passe de se terminer, Moscou doit trouver une solution politique. Et le président Poutine sait qu'il a besoin de l'ONU pour pousser ses pions et sauvegarder ses intérêts en Syrie.

Déjà le huitième cycle...

L'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a déjà organisé sans succès 7 cycles de discussions à Genève depuis 2016. Il devrait rencontrer aujourd'hui l'ambassadeur syrien à l'ONU, Bachar al-Jaafari, chef de la délégation de Damas. Mais selon un haut responsable syrien, l'entrevue devrait être surtout l'occasion pour Damas de réitérer son refus catégorique de discuter du sort du président Assad.

Lors d'un rassemblement de toutes les composantes de l'opposition à Riyad, il a été décidé d'envoyer pour la première fois une seule et unique délégation à Genève pour négocier avec le régime. Mais le communiqué final a de nouveau réclamé le départ du président Assad, une demande inacceptable pour Damas. Le médiateur de l'ONU est conscient que les provocations devant les caméras ne contribuent pas à faire

avancer le dossier syrien, bien au contraire. En septembre, il avait d'ailleurs appelé l'opposition syrienne à être « assez réaliste pour réaliser qu'elle n'a pas gagné la guerre ». (afp) ■